



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

formation continue

Question écrite n° 60340

Texte de la question

M. Jean Briane * attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur la situation de la formation professionnelle dans l'enseignement supérieur qui permet la formation d'ingénieurs et cadres supérieurs (PICS) au niveau national, issus du monde professionnel et accédant à une légitime promotion sociale pour adultes. Il lui demande s'il est exact que le financement de cette formation professionnelle va être subitement interrompu dès cette année et, si tel est le cas, de bien vouloir envisager la possibilité de reconsidérer cette décision afin d'éviter les conséquences graves sur la formation d'ingénieurs et cadres en France, par la voie hors scolaire.

Texte de la réponse

Le ministère de l'emploi et de la solidarité a mis en place depuis plusieurs années deux dispositifs destinés au développement de l'accès aux professions d'ingénieurs et cadres supérieurs par la voie de la formation professionnelle continue. Ces programmes ont indéniablement joué un rôle positif, notamment s'agissant de la promotion de techniciens supérieurs. L'année 2001 doit être mise à profit pour faire évoluer ces programmes en favorisant l'accès à la formation par un soutien direct à la demande. Les autres ministères concernés, essentiellement l'éducation nationale, l'agriculture et l'industrie, ont été informés de cette orientation dès l'adoption de la loi de finances pour 2001. Des solutions transitoires ont été recherchées avec ces derniers afin d'assurer la continuité des actions engagées. Un nouveau programme caractérisé par un accès individuel à une offre de formation labellisée est en préparation. Son principe reposera sur une aide personnalisée, faisant appel à des financements complémentaires, notamment de conseils régionaux et des Assedic pour les demandeurs d'emploi ainsi que d'organismes collecteurs paritaires agréés pour les salariés en activité. La mise en oeuvre du nouveau programme, prévue pour 2002, nécessite également l'appui financier des ministères précités. Cette approche par le soutien à la demande individuelle, articulée autour d'un projet professionnel validé, devrait permettre de développer l'accès au titre d'ingénieur par la voie de la formation professionnelle.

Données clés

Auteur : [M. Jean Briane](#)

Circonscription : Aveyron (1^{re} circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 60340

Rubrique : Formation professionnelle

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 avril 2001, page 2347

Réponse publiée le : 22 octobre 2001, page 6078